L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 31 DECEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 31 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 86 de la rue de Chartres—Vêtements faits sur commande.

Par Placide J. Spear, au No 17, rue Baronne—Vente continuée de bijoux, montres, etc.

Aussi, sous l'ont et Bourbon, vente continuée de bijoux, montres, etc.

Par D. E. Morphy, au No 15, rue Crossman—Tabac en feuilles.

Par G. Beaumont, au No 69 de la rue de Chartres—Habillements, articles de toilette, chaussure, etc.

Par A. H. Penn, coin Passage de la Bourse et la rue de la Douane—Comptoirs, étagères, miroirs, cigares, etc.

ATTENTION!

☞ Clôture définitive à 10½ heures, par Placide J. Spear, encanteur—des gages forfaits à J. Augustin, coin Bourbon et Conti. C'est ces voies dernière chance. Assistez-donc à cette vente, afin d'obtenir des objets à vil prix.

Tabac.—Tabac.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mardi, 30 Décembre 1873.

ARABEUM.—Black Crook.

VARIÉTÉS.—Chevaliers de Momus.

CONFISERIE.

ACHETEZ vos Fruits cristallisés à 60 cents la livre, Fruits français assortis et Reignets d'Abricots à $1 10 cents, Bonbons fins assortis à 75 cents, chez A. LEMANNE, 207 rue de Chartres. Voyez l'annonce.

Réduction des Dettes.

Nous avons rendu compte de l'exposé des dettes de l'Etat tel qu'il a été publié par la commission d'experts qui avait été chargée de faire cet examen, et nous avons dit que ces dettes dont le total, en y comptant les contingents possibles, s'élève à 53 millions, pourrait être réduit à 12 millions avec l'aide des Cours qui se sont déjà en plusieurs occasions montrées favorables à la mesure. Mais ces cours ne sont pas notre plus grande sûreté, et nous trouvons qu'en cela le rapport de la commission se distingue par un caractère un peu trop marqué de confiance. Les Cours, jusqu'à présent, ce nous semble, ont manifesté assez peu d'intérêt pour les propriétaires et les contribuables et souvent, très souvent, ces derniers ont eu à se plaindre de la manière dont la justice a été rendue à leur égard.

Mais une considération nous rassure. L'Etat, pour manipuler ses dettes, pour les augmenter ou les réduire, n'a pas besoin précisément de l'appui des tribunaux. L'Etat ne peut être attaqué ni traduit en justice, et sous ce rapport, il est pleinement souverain. Il peut donc, comme nous l'avons déjà avancé, traiter à sa guise toute question de finance et de dette quand le moment est arrivé pour la législature de discuter le budget. Le budget est là pour faire raison de toutes les prétentions. Il mentionne ce qu'il veut payer et alors il contient une allocation à cet effet. Quand il est muet, c'est qu'il ne veut rien allouer, et quand il n'alloue rien, l'Etat ne doit rien. C'est là le rôle du budget, qui s'érige ainsi en justice financière de l'Etat, et de laquelle il n'y a pas d'appel.

La Législature, pour délivrer l'Etat des obsessions de ses créanciers, n'a donc qu'à les omettre dans la carte à payer et ces créanciers n'ont plus bouche à parler ni de demande à faire car leurs droits sont expirés. Il suffira donc à la Législature prochaine de s'abstenir de toute allocation en faveur des obligations regardées comme indignes de vivre pour qu'elles soient nulles et de nul effet. Ainsi nous n'avons pas à nous inquiéter des dispositions des cours à l'égard des dettes, ces dettes dépendant entièrement de la Législature pour ce qui concerne l'Etat.

Un journal, qui est pour la réforme financière, émet l'opinion qu'il eût mieux valu ne pas convoquer la Législature du Peuple dont l'esprit d'opposition forcée pourrait faire échouer les bonnes intentions de l'autre. Nous n'entrevoyons pas d'une manière claire la puissance de l'argument. Nous ne comprenons pas que cet antagonisme soit un obstacle à une bonne Législation soit par l'une soit par l'autre Assemblée. Au contraire, nous devons croire pour l'honneur des deux qu'il y aura plutôt émulation pour le bien que pour le mal et que le mieux des dettes s'en ressentira plutôt au profit de ceux qui sont obligés de les payer, sans les avoir faites et sans qu'elles leur aient servi, qu'au profit de ceux qui n'ont eu en vue que leur intérêt personnel en les faisant et qui les ont faites sans en payer la moindre partie.

On sait, du reste, depuis longtemps que la Législature du peuple est radicalement engagée à la réforme et que c'est là son premier principe. Que le Congrès soutienne le résultat du vote populaire et rende à cette législature le pouvoir qui lui appartient légalement et dont elle a été privée par la force brutale, et la première chose qu'elle fera sera de brocher sur les dettes et les taxes de manière à les réduire aux proportions où elles étaient avant la guerre, dans un temps où cependant, l'Etat riche et prospère, et maître de son avenir, eut pu se passer, à la rigueur, la fantaisie de quelques améliorations avantageuses.

Aujourd'hui que cet Etat est obéré, aujourd'hui que cet Etat est appauvri dans son présent, plus appauvri encore dans son avenir, puisque la puissance de son ancienne organisation pour le travail n'existe plus, puisque toute les moyens de production lui font presque défaut simultanément, et bras et capitaux, la Législature du Peuple ne voudra certainement pas contribuer par ses votes au soutien d'un ordre financier qui a eu la fraude pour principe et qui dévore les dernières ressources des citoyens. De ce côté là, c'est-à-dire du côté de cette Législature nous n'avons donc rien à craindre, et nous avons tout lieu d'espérer.

Du côté de l'autre Législature, nous ne pouvons présumer un instant, qu'en présence de la Législature du peuple, elle veuille se fourvoyer tout à coup, en maintenant le mal nouveau qu'elle ferait en regard du bien que peut faire et que fera certainement l'assemblée réformiste si on lui laisse la liberté de délibérer. Il est vrai que ce bien ne serait ni autorisé ni soutenu par le pouvoir exécutif, mais de n'en serait pas moins là un exemple qu'il faudrait suivre, pour ne pas fournir le prétexte d'une immense explosion où malgré l'intervention fédérale, périraient certainement beaucoup de meneurs radicaux. Ces meneurs connaissent le danger; leur chef en est le premier foutrait; il est homme de précaution et de prudence et il ne voudra pas braver l'opinion au point de provoquer un orage où sa fortune, et peut-être même plus que cela, pourrait sombrer fort misérablement. L'antagonisme qu'on redoute assez hypocritement ne nous paraît donc nullement dangereux pour la réforme : au contraire nous ne pouvons y voir qu'un heureux stimulant et une raison d'espoir de plus.

Le même journal, qui est opposé à la réunion de la Législature du Peuple, reproche en même temps au Conseil de ville non seulement de n'avoir rien fait, mais encore de n'avoir rien préparé pour la réforme et il l'engage à employer la commission d'experts de M. Kellogg, dans le but de réviser et de réduire les dettes et les taxes de la ville de la même manière qu'elle a révisé et réduit les dettes et les taxes de l'Etat. Cet avis ne brille pas par la sincérité et la franchise, ni même par la justice, car le journal qui le donne, sait très bien que le Conseil de ville n'a jamais été le maître de ses délibérations. Ce Conseil s'est trouvé dès le principe sous la dépendance de la Législature radicale et du pouvoir Exécutif radical, et il n'a pu faire montre de ses bonnes intentions; il a pu moins encore leur donner une valeur effective. Mais il s'est préoccupé, tout autant que nous et autant que personne, des malheurs de la situation et il a préparé à tout hasard plusieurs bills qui, s'ils devenaient lois, rétabliraient jusqu'à un certain point le régime financier sous lequel la Nouvelle-Orléans avaient fait de si rapides progrès dans les dernières années qui ont précédé la guerre. On connaîtra bientôt ces bills et l'on verra quand ils seront soumis à la Législature, dans quels rangs et dans quel parti politique se trouvent les amis et les ennemis de la cité.

Le Nouveau Régime Hypothécaire

Quoique personne ne puisse validement plaider ignorance de la loi, il est bon quelquefois, aujourd'hui surtout, alors de la publication aux mains de faire connaître de quelles façons elle se trouve interprétée.

Tout le monde sait que la convention de 1868, qui nous a imposé la constitution sous laquelle nous gémissons, a eu en vue de supprimer totalement le système hypothèques tacites qui existait jusque là et qui avait pour objet de garantir, sans inscription aucune, les droits des incapables, tels que mineurs, interdits, femmes mariées, etc., contre les détenteurs et administrateurs de leurs biens.

A l'article VII, un article des plus importants a été inséré dans la Constitution, lequel décrète que les hypothèques tacites, existant à la date de l'adoption de la Constitution, continueront à avoir tout leur effet sans inscription, jusqu'au 1er janvier 1870, époque à laquelle elles cesseront entièrement d'être, à moins qu'un privilége aient été dûment enregistrées et que dorénavant aucune nouvelle hypothèque tacite n'existera. Ce même article porte que la Législature passera les lois nécessaires pour la mettre à exécution, c'est ce qu'elle a fait.

Depuis le 1er janvier 1870, il est donc de toute évidence qu'il n'existe plus aucune hypothèque tacite d'une cet Etat, en faveur de qui que ce soit.

La Constitution exige que tous les actes, de l'enregistrement desquels une hypothèque quelconque peut résulter soient inscrits au régistre hypothécaire du Bureau des Hypothèques de la paroisse où les biens qui en sont affectés sont situés. Aucun acte enregistré, ou de libre de ce livre, ne produira d'effet contre les tiers. Il a toutefois été fait une exception en ce qui concerne les actes relatifs aux mineurs et aux interdits, lesquels ne transcrivent dans un livre à part, en vertu d'une loi spéciale.

De cette immunoriale, presque tous les actes, tels que contrats de mariages, prises de charge, etc., en faveur de femmes mariées, étaient inscrits dans la paroisse d'Orléans, au Livre des Donations, et non le part ailleurs. L'on peut dire qu'à peu d'exceptions près, aucune inscription en faveur de femmes mariées, n'a été faite depuis le 1er janvier 1870, au Registre hypothécaire. C'est ce qui fait qu'un très grand nombre de femmes mariées, qui ont des droits à protéger, soit exposés à les perdre totalement, surtout si, du jour où leurs droits ont pris naissance, au jour d'inscription valide, il est intervenu des enregistrements garantissant des sommes pouvant absorber la valeur des biens frappés.

La question de la validité de l'inscription, comme créant une hypothèque dans le Livre des Donations, en faveur de femmes mariées, s'est tout récemment présentée devant deux des cours de cette paroisse, la sixième et la cinquième, et il est utile de constater nettement, que l'enregistrement au Livre des Donations, a été déclaré sans libération, par ces deux cours, absolument nul, comme valant hypothécaire, en d'autres termes, que de cette inscription il ne résulte aucune hypothèque.

C'est en vain que l'on a essayé de plaider l'inconstitutionnalité de l'article abolissant les hypothèques tacites, en ce que cet article altère l'obligation des contrats et enlève des droits acquis, ces deux objections ayant déjà été soumises, mais inécs à l'écart, non-seulement par la Cour Suprême de l'Etat, mais aussi par la Cour Suprême des Etats-Unis, qui ont, toutes deux, maintenu que cette espèce de législation est uniquement de *remède*, et que d'ailleurs elle n'altère aucune obligation conventionnelle et n'enlève aucun droit acquis, d'autant moins qu'elle n'a en vue, tout au contraire, que d'en constater l'existence et d'assurer aux intéressés une plus ample protection.

Sans vouloir exprimer aucune opinion sur l'opportunité de cette nouvelle législation, mais inclinant plutôt en sa faveur, puisqu'elle met les tiers de bonne foi à l'abri de surprises malveillantes et qu'elle autorise le premier venu à faire des enregistrements valides, en faveur des incapables, nous nous bornons à constater ces faits tels qu'ils ont eu lieu et à conseiller aux femmes mariées de notre paroisse de faire inscrire toutes leurs droits matrimoniaux au registre hypothécaire du bureau des hypothèques où cette ville, et au plus tôt, car leurs inscriptions n'auront d'effet que du jour où elles auront été faites, de la manière voulue par la loi.

Un membre du barreau.]

LES COMMUNICATIONS AVEC LE MEXIQUE.

Nous lisons dans le numéro du 15 décembre de la revue de quinzaine du *Trait-d'Union* de Mexico :

La maison R. C. Ritter et Cie, de Veracruz, a obtenu, il y a quelques mois, une concession pour l'établissement d'un service de navigation à vapeur, entre Veracruz et La Nouvelle-Orléans, en touchant aux ports intermédiaires de Tuxpam et de Tampico, un contrat avait été passé, à cet effet, le 26 mars dernier ; ce service devait commencer sous la peine d'une amende de ($2000, au mois de novembre) mais les concessionnaires se trouvant en face des difficultés qu'ils ont rencontrées dans la crise actuelle des Etats-Unis, ont sollicité une prorogation de six mois pour le terme auquel le service devait s'ouvrir, et ont offert de déposer au Mont de Piété les $8,000 représentant l'amende, et qui se raient perdues pour eux si, à l'échéance du nouveau terme de six mois, la ligne n'était pas établie.

Ces propositions ont été acceptées, le 29 novembre, par le gouvernement. MM. Ritter et Cie avaient également demandé que dans la clause troisième du contrat fût modifiée en ce sens qu'au lieu des quinze jours fixés pour le voyage d'aller et de retour, liberté fût laissée aux concessionnaires de faire ces voyages entre quinze et vingt jours, pendant les quatre premiers mois de l'exploitation ; mais le gouvernement a déclaré ne pas juger prudent de faire aucune innovation à cet égard, pour le moment ; si l'expérience venait à démontrer qu'on doit faire quelques changements il prendra la résolution la plus convenable. C'est donc en mai 1874 que ce service devra être inauguré.

La même maison R. C. Ritter et Cie, de Veracruz, représentant MM. Alexander et fils, de New-York, a demandé également un certain nombre de terrains dans la plantation de M.M. Bernard et Leverre (auciennement Isidore Daigle), à environ deux milles au-dessous de Brulé landing, était en feu et, en dépit des efforts des travailleurs de l'habitation et des autres personnes présentes, elle a été complétement détruite. La perte de la bâtisse monte à $45. Le nombre total des pointe faite par lui a été de 243 et ses plus fortes séries : 40, 61, 90, 96, 96, 96, 96. Plus fortes séries de Miller : 13, 14 et 49.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils étaient occupés.

Le maire soumet au Conseil une communication de M. C. De Gruy, avocat de Mme Rhoda E. White, dans laquel e il déclare que Mme Myra Miller Gaines a transféré à sa cliente tous ses droits sur les propriétés qui lui ont été adjugées par le jugement de la Cour de Circuit des Etats-Unis, et il réclame, conséquemment, de la ville, la somme de $125,366 05, avec un intérêt de cinq pour cent sur la somme de $84,000, payable le 1er novembre 1870.

La communication est référée à l'administrateur du département des comptes publics.

Le maire soumet également au Conseil une communication de C. E. Girardey & Co., relativement à l'imprimerie du Bureau des commissaire du parc.

Cette communication est référée aussi à l'administrateur des comptes publics.

Le maire, comme président du comité spécial des administrateurs, présente les résolutions suivantes, relativement à l'établissement d'un hôpital pour les vérolés aux frais de la ville :

Résolu, que le maire soit par les présentes autorisé à louer pour le compte de la ville l'hôpital appartenant au docteur O. Anfoux. Le loyer sur cette bâtisse et sur les meubles ne devant pas dépasser la somme de $100 par mois.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics soit autorisé à désigner, sujet à l'approbation du Conseil, un médecin pour le dit hôpital, dont le salaire mensuel sera fixé à $250, et qu'il soit autorisé en outre à pourvoir à toutes les dépenses de l'hôpital.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics aura la surintendance générale de l'hôpital, et qu'il sera autorisé à acheter les médicaments et toutes les drogues nécessaires à l'entretien des vérolés.

Ces résolutions sont adoptées sans opposition.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la somme, relatif à des régiements de comptes, qui sont approuvés sans difficulté.

Plusieurs pétitions sont présentées et référées aux administrateurs des différents départements.

L'ordre du jour amène curieuse pour mériter une mention spéciale. Elle est de M. J. H. Keller, qui demande que toutes les cloches d'alarme de la ville soient sonnées impromptu, à minuit, pour annoncer le nouvel an. C'est là une idée toute poétique.

—Dans l'étang d'un château situé près d'Arras, un jardinier a pêché une carpe plus que centenaire, ayant aux ouïes deux anneaux d'or, forme alliance, avec cette inscription : "Jeune de Blerville, 1704."

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Demain, à l'occasion du jour de l'an, il y aura une *Matinée extraordinaire* : le chef-d'œuvre de Boieldieu, *La Dame Blanche*, sera interprété par MM. Gadilh, Fistilinger, Dupin, Marchand, et par Mmes Gabrielle Moinet, Léonia Carini et Jaume.

Jeudi soir, *La Cagnotte*, comédie en quatre actes. La spectacle commencera par *Les Noces de Jeannette*, le charmant petit opéra de Victor Massé.

Le samedi, 3, *Matinée* à midi ; le soir, à sept heures, seconde représentation de *Charles VI*.

Lundi, 5, première représentation de *Madame Angot*, opéra comique en trois actes.

BALS DE L'OPÉRA.—Le premier grand bal de l'Opéra aura lieu ce soir, 31 décembre, et nous ne doutons pas du succès de l'entreprise. Cela veut dire qu'il y aura foule comme toujours, sur les gênes d'argent ne tiennent pas contre la passion de la danse et les plaisirs du carnaval. On a remarqué que plus les temps sont difficiles plus on recherche la gaîté comme pour oublier, ne serait-ce que par instants, les douleurs de la détresse. On veut faire contre fortune bon cœur et cette disposition favorise les fêtes mondaines. On peut donc dire d'avance que les bals de l'Opéra seront bien suivis, car la détresse ne fut jamais si générale qu'aujourd'hui. Les cavaliers, du reste, payeront seuls $2:00 pour entrer, ce qui n'est pas trop cher. Quant aux dames, elles entreront gratis. Cette galanterie, de fort bon goût, ne peut manquer d'attirer beaucoup de monde à l'Opéra.

COMPAGNIE NATIONALE D'ASSURANCE DES TRAVAILLEURS CONTRE L'INCENDIE.—Cette compagnie, de nouvelle création, compte parmi ses directeurs des hommes d'une réputation bien établie dans les affaires et d'une honorabilité parfaite, ce qui nous donne une haute idée de la manière avec laquelle ses opérations seront conduites. Pour résister aux incendiaires, qui ne furent jamais aussi nés de l'impunité qu'aujourd'hui, il faut qu'une compagnie d'assurance soit dirigée avec discernement et une prudence extrême, et nous ne doutons pas que la Compagnie Nationale des Travailleurs ne parvienne bientôt à inspirer assez de confiance pour assurer son succès.

MAISON T. MOREAU.—L'immense stock de jouets et d'articles de fantaisie exposés par la maison T. Moreau, à l'occasion de la Noël et du Jour de l'An, était si complet et si varié, que, malgré les ventes considérables faites pendant la dernière quinzaine, il paraît à peine entamé. En entrant dans le magasin de l'angle des rues Toulouse et Royale, l'acheteur qui le visitera pour la première fois aperçoit devant lui une quantité innombrable d'objets de toute sorte, frais et brillants, et tous convenables pour étrennes, et il n'est embarrassé que d'une chose, c'est de faire son choix. La question du prix, fort importante par ces temps de crise, est toute résolue par une étiquette qui accompagne chaque article et en indique le coût en chiffres connus. Nous avons remarqué, dans les quelques instants que nous avons passés dans ce magasin, que ses prix, cette année, avaient subi une grande réduction sur ceux des années précédentes et qu'ils étaient fort raisonnables. Avis aux personnes qui n'ont pas encore fait leurs emplettes du Jour de l'An.

ETRENNES, ETRENNES.—Si vous voulez acheter des marchandises bonnes pour étrennes du Jour de l'An, ne manquez pas d'aller chez Danziger, rue du Canal, 203, entre les rues Bourgogne et Remparts, où vous en trouverez un assortiment des plus variés, des plus variés et les plus brillantes. Une annonce insérée dans une autre colonne, contient une courte énumération de ces articles avec les prix auxquels ils sont offerts. On ne saurait nulle part les avoir à meilleur marché et nous les recommandons aux acheteurs qui n'ont pas encore fait leurs emplettes d'étrennes.

BAS PRIX VU LA RARETÉ DE L'ARGENT.—Telle est la raison qui a engagé M. G. Levie, rue du Canal, No. 122, à baisser de 25 pour cent le prix de ses belles marchandises, et cette baisse durera tout le temps des fêtes. M. Lavie a un magnifique stock de chemises d'hiver, et une immense variété d'articles de fantaisie, entre autres des objets d'art en bronze, cristaux, boîtes, etc., tous excellents à donner comme cadeaux de Noël et du jour de l'an. Toutes ces marchandises sont fraîches, nouvelles, et d'une rare élégance. Nous les recommandons aux amateurs qui voudront se distinguer comme donneurs d'étrennes.—On en trouverait difficilement de plus belles et de plus brillantes et à meilleur marché.

CHAUSSURES A BON MARCHÉ.—Si vous voulez avoir des chaussures à bon marché, adressez-vous au Magasin Rouge, à l'enseigne des rues Royale et Dumaine, où vous en trouverez un vaste assortiment. Ces chaussures sont bonnes, solides, parfaites, bien conditionnées et de prix divers, mais toutes à des prix réduits pour les fêtes. Le public est invité à aller voir ce grand stock qui ne le cède à aucun de la ville par la variété et l'abondance et qui défie toute concurrence pour le bon marché.

LOUISIANE.

Nous lisons dans le *Sugar Planter*, d'Ouest-Baton-Rouge :

Vers deux heures après-midi, dimanche la belle sucrerie sur la plantation de MM. Bernard et Leverre (auciennement Isidore Daigle), à environ deux milles au-dessous de Brulé landing, était en feu et, en dépit des efforts des travailleurs de l'habitation et des autres personnes présentes, elle a été complétement détruite. La perte de la bâtisse monte à $45. Le nombre total des pointe faite par lui a été de 243 et ses plus fortes séries : 40, 61, 90, 96, 96, 96, 96. Plus fortes séries de Miller : 13, 14 et 49.

TEMPERATURE. — 29 décembre 1873. Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	50	10
12 M.	50	10
3 P. M.	53	12
6 P. M.	53	11

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le comité de transport.

Le comité de transport, présidé par l'honorable Wiseman, a quitté la ville avant hier après-midi, pour aller visiter le Fort St-Philippe. Plusieurs membres de la Chambre de commerce et du Cotton Exchange font accompagné.

Le comité a dû être de retour en ville hier soir.

Incendie.

Vers une heure, hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison en bois, à deux étages, sise rue Hégo, entre les rues Levée et Commerçials, appartenant à Mme Mary Ryan et habitée. Les dégats sont évalués à $100 et ne sont couverts par aucune assurance. Il est évident que le feu a été allumé par un malfaiteur.

Arrestation d'une Voleuse notoire.

Hier matin, vers six heures, les agents Pearson et Pearson, de la police secrète, ont arrêté une jeune femme d'une beauté remarquable, nommée Viola Dumont, alias Marie, l'accusant d'avoir donné un billet pour une jeune femme couverte par assurance. On a remarqué que plus les temps sont difficiles plus on recherche la gaîté comme pour oublier, ne serait-ce que par instants, les douleurs de la détresse. On veut faire contre fortune bon cœur et cette disposition favorise les fêtes mondaines. On peut donc dire d'avance que les bals de l'Opéra seront bien suivis, car la détresse ne fut jamais si générale qu'aujourd'hui. Les cavaliers, du reste, payeront seuls $2:00 pour entrer, ce qui n'est pas trop cher. Quant aux dames, elles entreront gratis. Cette galanterie, de fort bon goût, ne peut manquer d'attirer beaucoup de monde à l'Opéra.

Arrestation d'un incendiaire.

Un homme, du nom de Frédéric Meyers, accusé d'avoir mis le feu à la maison de M. Dunham. Pour la pureté et la Sureté où n'a pas d'égale.

Bureau ouvert.

Un officier de police a trouvé hier soir, vers sept heures un quart, les portes du bureau de M. François Fernandez, situé aux Nos 101 et 103 de la rue Conti, ouvertes pour la seconde fois depuis la Noël. Les voleurs sont certains dimanche dans ce même bureau.

Le gardien de la paix désire que nous disions que devant une pareille négligence il ne croit aucunement être de tout blame si un second vol était commis.

Bénéfice de Garnier.

Les séances de billard données hier soir au bénéfice de M. Garnier, avait attiré à la Rotonde St-Charles une foule considérable de curieux, qui ont suivi les péripéties de la partie avec le plus vif intérêt. La première partie, jouée en 300 points par MM. Oberlander et Maggioni contre Garnier et Abraure, a duré de 8 heures à 9 heures et demie et a été gagnée par ces derniers de 16 points.

La 2e partie, jouée en 1000 points, a duré un intervalle de dix à 15 minutes, pendant lequel les spectateurs ont admis à se rafraîchir à la brillante buvette de M. Lecouvre, attenante à l'amphithéâtre. Cette partie, celle que réellement intéressante, a été gagnée entre Garnier et Miller, le bénéficiaire, et Henry Miller, le plus fort joueur de l'Etat, ce dernier recevant l'avantage énorme du dé-compte.

Cette partie, qui se jouait aussi en 300 points, a été très-mouvementée. Garnier étant arrivé, à la 36me entrée, à trois points du but, quand son adversaire avait encore que 120 à son marque. L'entrée suivante, dans laquelle Miller a fait 49 cannonbolages, a plus belle série dans cette partie, a donc porté la marque de Miller à 170 et rejeté celle de Garnier à 148.

A partir de ce moment il a été évident pour tout le monde que l'habile professeur, qui n'avait pas joué depuis cinq jours et dont le bras n'avait pas sa souplesse ordinaire, perdrait la partie et aubrait, ce soir là, son premier échec à la Nouvelle-Orléans. Il s'est défendu, néanmoins, jusqu'à la 45o entrée, moment où Miller a terminé ses 300 points. Garnier avait alors à sa marque 285 points. Le nombre total des points faits par lui a été de 243 et ses plus fortes séries : 40, 61, 90, 96, 96, 96, 96. Plus fortes séries de Miller : 13, 14 et 49.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils étaient occupés.

Le maire soumet au Conseil une communication de M. C. De Gruy, avocat de Mme Rhoda E. White, dans laquel e il déclare que Mme Myra Miller Gaines a transféré à sa cliente tous ses droits sur les propriétés qui lui ont été adjugées par le jugement de la Cour de Circuit des Etats-Unis, et il réclame, conséquemment, de la ville, la somme de $125,366 05, avec un intérêt de cinq pour cent sur la somme de $84,000, payable le 1er novembre 1870.

La communication est référée à l'administrateur du département des comptes publics.

Le maire soumet également au Conseil une communication de C. E. Girardey & Co., relativement à l'imprimerie du Bureau des commissaire du parc.

Cette communication est référée aussi à l'administrateur des comptes publics.

Le maire, comme président du comité spécial des administrateurs, présente les résolutions suivantes, relativement à l'établissement d'un hôpital pour les vérolés aux frais de la ville :

Résolu, que le maire soit par les présentes autorisé à louer pour le compte de la ville l'hôpital appartenant au docteur O. Anfoux. Le loyer sur cette bâtisse et sur les meubles ne devant pas dépasser la somme de $100 par mois.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics soit autorisé à désigner, sujet à l'approbation du Conseil, un médecin pour le dit hôpital, dont le salaire mensuel sera fixé à $250, et qu'il soit autorisé en outre à pourvoir à toutes les dépenses de l'hôpital.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics aura la surintendance générale de l'hôpital, et qu'il sera autorisé à acheter les médicaments et toutes les drogues nécessaires à l'entretien des vérolés.

Ces résolutions sont adoptées sans opposition.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la somme, relatif à des régiements de comptes, qui sont approuvés sans difficulté.

Plusieurs pétitions sont présentées et référées aux administrateurs des différents départements.

L'ordre du jour amène curieuse pour mériter une mention spéciale. Elle est de M. J. H. Keller, qui demande que toutes les cloches d'alarme de la ville soient sonnées impromptu, à minuit, pour annoncer le nouvel an. C'est là une idée toute poétique.

—Dans l'étang d'un château situé près d'Arras, un jardinier a pêché une carpe plus que centenaire, ayant aux ouïes deux anneaux d'or, forme alliance, avec cette inscription : "Jeune de Blerville, 1704."

Incendie.

Vers une heure, hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison en bois, à deux étages, sise rue Hégo, entre les rues Levée et Commerçials, appartenant à Mme Mary Ryan et habitée. Les dégats sont évalués à $100 et ne sont couverts par aucune assurance. Il est évident que le feu a été allumé par un malfaiteur.

Arrestation d'une Voleuse notoire.

Hier matin, vers six heures, les agents Pearson et Pearson, de la police secrète, ont arrêté une jeune femme d'une beauté remarquable, nommée Viola Dumont, alias Marie, l'accusant d'avoir donné un billet pour une jeune femme couverte par assurance. Il est évident que le feu a été allumé par un malfaiteur.

Arrestation d'un incendiaire.

Un homme, du nom de Frédéric Meyers, accusé d'avoir mis le feu à la maison de M. Dunham. Pour la pureté et la Sureté où n'a pas d'égale.

Bureau ouvert.

Un officier de police a trouvé hier soir, vers sept heures un quart, les portes du bureau de M. François Fernandez, situé aux Nos 101 et 103 de la rue Conti, ouvertes pour la seconde fois depuis la Noël. Les voleurs sont certains dimanche dans ce même bureau.

Le gardien de la paix désire que nous disions que devant une pareille négligence il ne croit aucunement être de tout blame si un second vol était commis.

Bénéfice de Garnier.

Les séances de billard données hier soir au bénéfice de M. Garnier, avait attiré à la Rotonde St-Charles une foule considérable de curieux, qui ont suivi les péripéties de la partie avec le plus vif intérêt. La première partie, jouée en 300 points par MM. Oberlander et Maggioni contre Garnier et Abraure, a duré de 8 heures à 9 heures et demie et a été gagnée par ces derniers de 16 points.

La 2e partie, jouée en 1000 points, a duré un intervalle de dix à 15 minutes, pendant lequel les spectateurs ont admis à se rafraîchir à la brillante buvette de M. Lecouvre, attenante à l'amphithéâtre. Cette partie, celle que réellement intéressante, a été gagnée entre Garnier et Miller, le bénéficiaire, et Henry Miller, le plus fort joueur de l'Etat, ce dernier recevant l'avantage énorme du dé-compte.

Cette partie, qui se jouait aussi en 300 points, a été très-mouvementée. Garnier étant arrivé, à la 36me entrée, à trois points du but, quand son adversaire avait encore que 120 à son marque. L'entrée suivante, dans laquelle Miller a fait 49 cannonbolages, a donc porté la marque de Miller à 170 et rejeté celle de Garnier à 148.

A partir de ce moment il a été évident pour tout le monde que l'habile professeur, qui n'avait pas joué depuis cinq jours et dont le bras n'avait pas sa souplesse ordinaire, perdrait la partie et aubrait, ce soir là, son premier échec à la Nouvelle-Orléans. Il s'est défendu, néanmoins, jusqu'à la 45o entrée, moment où Miller a terminé ses 300 points. Garnier avait alors à sa marque 285 points. Le nombre total des points faits par lui a été de 243 et ses plus fortes séries : 40, 61, 90, 96, 96, 96, 96. Plus fortes séries de Miller : 13, 14 et 49.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils étaient occupés.

Le maire soumet au Conseil une communication de M. C. De Gruy, avocat de Mme Rhoda E. White, dans laquel e il déclare que Mme Myra Miller Gaines a transféré à sa cliente tous ses droits sur les propriétés qui lui ont été adjugées par le jugement de la Cour de Circuit des Etats-Unis, et il réclame, conséquemment, de la ville, la somme de $125,366 05, avec un intérêt de cinq pour cent sur la somme de $84,000, payable le 1er novembre 1870.

La communication est référée à l'administrateur du département des comptes publics.

Le maire soumet également au Conseil une communication de C. E. Girardey & Co., relativement à l'imprimerie du Bureau des commissaire du parc.

Cette communication est référée aussi à l'administrateur des comptes publics.

Le maire, comme président du comité spécial des administrateurs, présente les résolutions suivantes, relativement à l'établissement d'un hôpital pour les vérolés aux frais de la ville :

Résolu, que le maire soit par les présentes autorisé à louer pour le compte de la ville l'hôpital appartenant au docteur O. Anfoux. Le loyer sur cette bâtisse et sur les meubles ne devant pas dépasser la somme de $100 par mois.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics soit autorisé à désigner, sujet à l'approbation du Conseil, un médecin pour le dit hôpital, dont le salaire mensuel sera fixé à $250, et qu'il soit autorisé en outre à pourvoir à toutes les dépenses de l'hôpital.

Résolu, que l'administrateur du département des édifices publics aura la surintendance générale de l'hôpital, et qu'il sera autorisé à acheter les médicaments et toutes les drogues nécessaires à l'entretien des vérolés.

Ces résolutions sont adoptées sans opposition.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la somme, relatif à des régiements de comptes, qui sont approuvés sans difficulté.

Plusieurs pétitions sont présentées et référées aux administrateurs des différents départements.

L'ordre du jour amène curieuse pour mériter une mention spéciale. Elle est de M. J. H. Keller, qui demande que toutes les cloches d'alarme de la ville soient sonnées impromptu, à minuit, pour annoncer le nouvel an. C'est là une idée toute poétique.

—Dans l'étang d'un château situé près d'Arras, un jardinier a pêché une carpe plus que centenaire, ayant aux ouïes deux anneaux d'or, forme alliance, avec cette inscription : "Jeune de Blerville, 1704."

Lettres parlez le Peuple.

Manhattan, Kan., 8 avril 1873.

A Mr R. V. Pierce, Buffalo, N. Y.

Cher Monsieur,—Votre "prescription favorite" a fait énormément de bien à ma femme. Elle en a pris près de deux bouteilles et, depuis deux semaines, est mieux qu'elle ne l'a été depuis deux ans. Elle éprouve pas de douleurs périodiques plus de ces douleurs au dos et à l'estomac qu'elle éprouvait depuis plusieurs années. J'ai tant de confiance en votre remède que je suis parfaitement disposé à en engranger l'efficacité à certaine de nos clients qui cherchent du soulagement à n'importe quel prix. J'ai fait l'essai de beaucoup de médicaments patentés, mais n'ai jamais eu de raisons d'en recommander un seul.

A vous,

GEO. B. WHITING.

Mme E. R. Daly, de Metropolis, Ill., écrit, en date du 9 janvier 1873,

Au Dr R. V. Pierce—Ma sœur prend votre "prescription favorite;" le remède lui fait beaucoup de bien.

Mary Ann Frisbie, de Lehman, Pa., écrit, en date du 29 mai 1873 :

Au Dr R. V. Pierce—Ce que j'ai pris de votre remède m'a fait plus d'effet que tous les autres médicaments et des centaines de prescriptions de médecins.

30 déc—6f—v&e

☞ Il y a économie à employer le peigne à laver de Dunham. Pour la pureté et la Sureté où n'a pas d'égale.

New Orleans, December 26th 1873.

To the Members of the General Assembly of the State of Louisiana.

The undersigned, a sub-committee appointed by the Caucus of Members of the "People's Legislature", have been instructed to urge your prompt attendance at the regular session, on the 8th of January 1874, as provided by the State Constitution.

Recent developments render such an assemblage imperative in the opinion of the Caucus and Gov. McEnery. The delegates at Washington from the People's Convention have nobly performed their arduous duties, and have overwhelming proofs that if we properly second their efforts, the establishment of the legal State government will be secured. Let no individual backslip or personal inconvenience induce, therefore, the representative of any district to fail in attendance.

F. C. ZACHARIE, House of Rep.
A. J. LEWIS, Senator,
JAMES LINGAN.

Papers friendly to the cause will please copy.

Salle de Comité des 26 — Le 26 décembre 1872 — Résolu que le comité de la Salle de Comité des 26 se réunira le LUNDI prochain, 29 du courant, à 7½ heures du soir, au No 122 de la rue Gravier, de 10 heures à midi.

J. M. NORMAN,
Secrétaire.

26 déc—6 f — 4 janv.

Le Docteur A. GAUTHIER,

Ex-Médecin aide major de l'armée française, ci-devant chirurgien de l'Hôpital Militaire de Versailles, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien chirurgien de la Marine Impériale, ancien médecin de la Nouvelle-Orléans, par son assiduité et son habileté à traiter les maladies de la peau, les dartres, les boutons, les taches de rousseur, les rouge